

Ecrit par le 3 février 2026

## Avec l'arrivée du froid, 7 Français sur 10 craignent aussi la facture de chauffage



**Rothelec**, spécialiste du chauffage connecté et inventeur du radiateur à accumulation séquentielle, a interrogé les Français pour savoir si la fin du bouclier tarifaire allait peser sur leur budget cet hiver — et jusqu'où ils étaient prêts à aller pour réduire leur consommation.

Verdict : la facture de chauffage est devenue un sujet de vigilance nationale (71% la surveillent, dont 39% de très près), mais la sobriété a ses limites dès qu'elle touche au confort. Seuls 22% accepteraient de baisser la température sans difficulté, tandis que 26% s'y refusent. Entre portefeuille sous tension et confort non négociable, des solutions participatives comme l'effacement pourraient s'imposer, à condition d'être mieux comprises et expliquées.

Ecrit par le 3 février 2026

## Des Français très attentifs à leur facture de chauffage

En 2026, la facture de chauffage est devenue un sujet de vigilance nationale : 71% des Français disent suivre son évolution, dont 39% pratiquement au jour le jour. À l'inverse, 17% se déclarent peu ou pas préoccupés, tandis que 12% restent encore indécis. Autrement dit, l'énergie n'est plus un poste subi, mais un budget piloté, avec une attente forte d'actions concrètes pour reprendre la main sur sa consommation.

*Depuis la fin du bouclier tarifaire sur l'électricité, craignez-vous que votre facture de chauffage pèse beaucoup plus lourd sur votre budget cet hiver ?*

Réponses	Pourcentages
Oui, énormément	39 %
Oui, un peu	32 %
Non, pas vraiment	14 %
Non, pas du tout	3 %
Je ne sais pas / je ne me rends pas compte	12 %

©Rothelec

## Plan B en cas de gelées ?

Interrogés sur l'existence d'un budget de secours en cas de froid intense, 21% des répondants disent avoir déjà mis de côté une enveloppe dédiée pour encaisser une éventuelle vague de froid. Pour les autres, l'enjeu est surtout ailleurs : anticiper sans paniquer, en repérant dès maintenant les gestes et réglages les plus simples pour ajuster au fil de l'hiver et éviter le double piège de la mauvaise surprise sur la facture... et du confort sacrifié.

*Avez-vous prévu un budget pour réagir en cas de froid intense ?*

Réponses	Pourcentages
Oui	21 %
Non	79 %

©Rothelec

## Prêts à baisser la température en cas de tension sur le réseau ?

Les Français ne sont pas prêts à baisser le chauffage quoi qu'il en coûte — surtout quand il s'agit de confort. Seuls 22% se disent disposés à réduire la température sans difficulté si la situation l'exige. Pour 31%, l'effort ne serait acceptable qu'en cas de forte tension sur le réseau. Et la ligne rouge est nette : 26% refusent catégoriquement de toucher à leur confort thermique, tandis que 21% n'envisagent de faire un geste que si l'hiver se montre réellement rigoureux.

Dans ce contexte, des solutions plus douces et participatives pourraient faire évoluer les habitudes, à

Ecrit par le 3 février 2026

condition d'être expliquées clairement. C'est le principe de l'effacement : les particuliers acceptent volontairement que leur chauffage électrique soit modulé très brièvement lors des pics de consommation, pour soulager le réseau — et éviter d'avoir recours à des mesures plus contraignantes.

*En cas d'appel aux gestes de sobriété cet hiver, seriez-vous prêt(e) à baisser la température de votre logement de 1 à 2 °C ?*

Réponses	Pourcentages
Oui, sans problème	22 %
Oui, mais seulement en cas de forte tension sur le réseau	31 %
Non, je ne souhaite pas baisser la température chez moi	26 %
Cela dépendra de la rigueur de l'hiver et de ma situation à ce moment-là	21 %

©Rothelec

## Les Français ne font pas confiance à la justice

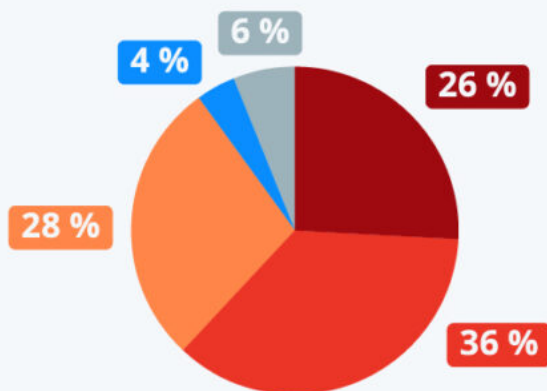
Ecrit par le 3 février 2026

# Les Français ne font pas confiance à la justice



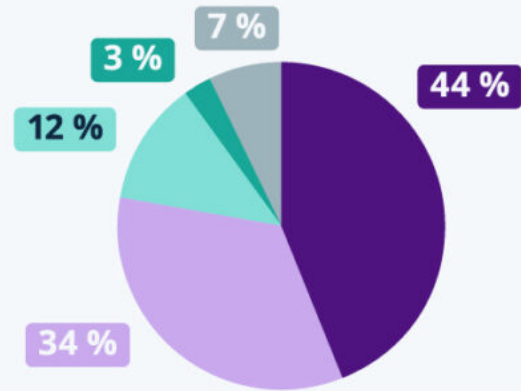
Opinions des Français sur le système judiciaire du pays

Diriez vous que vous avez confiance dans la justice ?



- Pas du tout confiance
- Plutôt pas confiance
- Plutôt confiance
- Tout à fait confiance
- Ne se prononce pas

Selon vous, la justice est-elle suffisamment sévère aujourd'hui ?



- Non, pas du tout
- Non, plutôt pas
- Oui, plutôt
- Oui, tout à fait
- Ne se prononce pas

Base : échantillon de 1 000 adultes (18 ans et plus) représentatif de la population française interrogée en septembre et octobre 2024.

Source : Institut Verian pour le Figaro Magazine



**statista**

L'ancien chef de l'État Nicolas Sarkozy a été condamné jeudi 25 septembre à cinq ans de prison ferme pour association de malfaiteurs dans l'affaire du financement Libyen de sa campagne présidentielle de 2007. Malgré son intention de faire appel du jugement, Nicolas Sarkozy devrait être incarcéré d'ici un mois. La présidente du tribunal correctionnel de Paris a dénoncé « des faits d'une gravité exceptionnelle de nature à altérer la confiance des citoyens en ceux qui les représentent ». Cette dernière a depuis fait

Ecrit par le 3 février 2026

l'objet de nombreuses menaces de mort sur les réseaux sociaux, pour lesquelles deux enquêtes ont été ouvertes.

Comme le montre notre infographie, basée sur un [sondage](#) de l'institut Verian pour le Figaro Magazine, les Français sont nombreux à déclarer ne pas faire confiance à la justice. Ils étaient en effet 62 % à dire ne pas faire confiance du tout ou plutôt pas confiance à la justice française, et 78 % disaient même penser que la justice n'est aujourd'hui pas assez sévère. Comme le souligne l'institut le Figaro, cette absence de confiance dans la justice dépasse les clivages politiques, puisque cette opinion était partagée par les électeurs de gauche et de droite.

De Valentine Fourreau pour [Statista](#)

---

## Le sondage Ifop sur les municipales d'Avignon ou l'art de l'hypothèse



Ecrit par le 3 février 2026



**Le sondage commandé par Les Républicains et Oser la France, le micro parti de Julien Aubert, est publié sur le site de l'Ifop depuis ce mardi 29 septembre.**

La présentation du sondage par Frédéric Dabi, directeur général de l'Ifop, et Nicola Gaddoni, chargé d'études pôle actualités et politique, donne le cadre de la demande de leur client :

*“L'Ifop a interrogé les Avignonnais sur le climat électoral en vue des élections municipales de 2026.*

*Dans l'hypothèse où le socle commun serait divisé, la liste qui arriverait en tête au premier tour serait celle du Rassemblement national menée par Anne-Sophie Rigault (26 %), suivie par la liste divers gauche de Joël Peyre et Paul-Roger Gontard, soutenue par Cécile Helle, maire actuelle (17 %). La liste de centre-droit « Avignon Passion », conduite par Julien Aubert, soutenue par LR, arriverait à égalité avec la liste LFI-écologiste de Mathilde Louvain (13 %).*

*Dans l'hypothèse d'une union de la droite et du centre, la liste du Rassemblement national conduite par Anne-Sophie Rigault resterait en tête au premier tour, cette fois avec 29 % des intentions de vote. En deuxième position, à égalité (19 %), figureraient la liste d'union du centre-droit menée par Julien Aubert et la liste divers gauche de Joël Peyre et Paul-Roger Gontard. Ensuite, arriverait la liste LFI-écologiste de*



Ecrit par le 3 février 2026

*Mathilde Louvain (16 %) suivie par la liste PS-PCF conduite par David Fournier (15 %).“*

Ce sondage s'appuie sur deux hypothèses dont une interroge les soutiens de [David Fournier](#) : que Cécile Helle apporte officiellement son soutien à l'hypothétique liste commune [Joël Peyre](#) et [Paul-Roger Gontard](#) et que les écologistes seraient alliés avec La France Insoumise.

La deuxième, que [Julien Aubert](#) fédère derrière sa personne les 8 % de la société civile portée par [Olivier Galzi](#) et les 7% (Renaissance, modem, Horizon) de [Julien Paudouie](#). Or à ce jour, la main tendue par l'ex député de Carpentras aux deux protagonistes reste dans le vide.

En 2019, un sondage de l'[Ifop](#) commandé par Les Républicains et aux interprétations incertaines avait poussé Jean-marc Roubaud à abandonner sa course aux municipales d'Avignon.

[Cliquez ici pour voir le sondage “ Le climat municipal et politique à Avignon“ de l'Ifop pour Les Républicains et Oser la France](#)

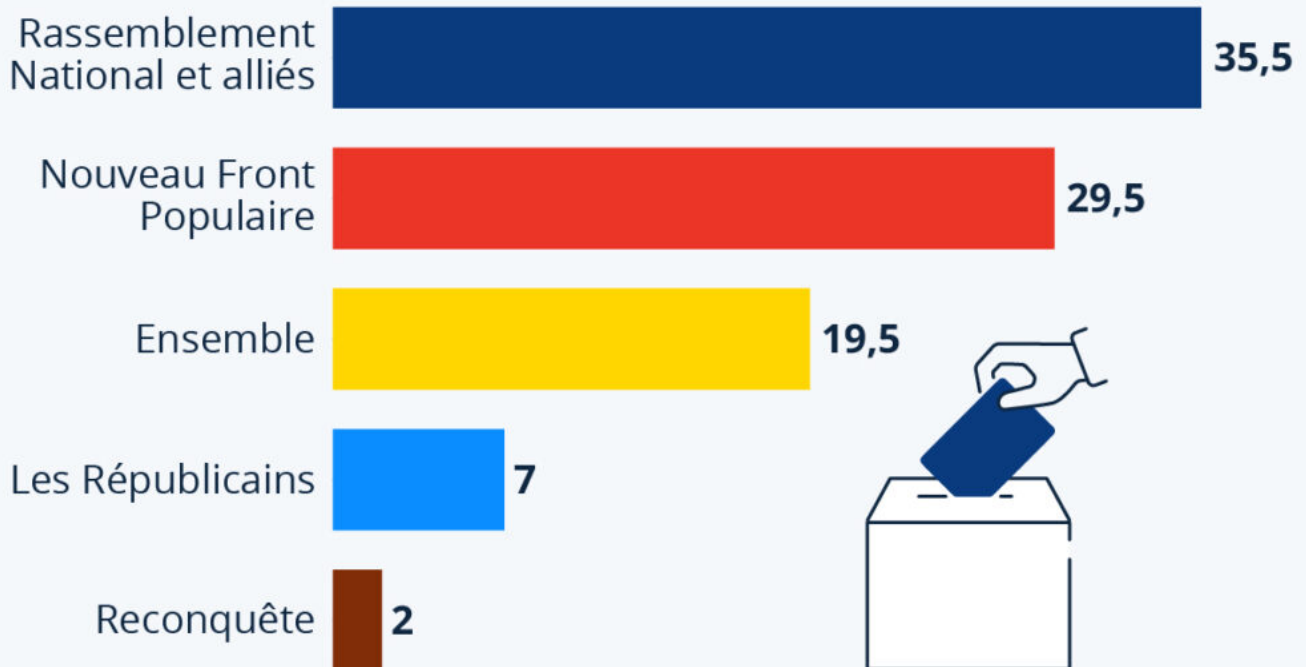
---

## Législatives : que disent les sondages ?

Ecrit par le 3 février 2026

# Élections législatives : que disent les sondages ?

Intentions de vote au premier tour des élections  
législatives, en %



Base : 2 000 adultes (18 ans et plus) inscrits sur les listes électorales et certains d'aller voter, interrogés du 19 au 20 juin 2024.

Sources : Ipsos pour Le Parisien et Radio France



**statista**

Le premier tour des élections législatives anticipées aura lieu ce dimanche 30 juin. À moins d'une semaine du scrutin, le Rassemblement National caracole toujours en tête : d'après [le plus récent sondage Ipsos pour Le Parisien et Radio France](#), le RN et leurs alliés sont actuellement crédités de 35,5 % des intentions de vote (31,5 % pour les candidats du Rassemblement National, et 4 % pour les candidats des Républicains soutenus par le Rassemblement National). La gauche, réunie sous la bannière Nouveau





Ecrit par le 3 février 2026

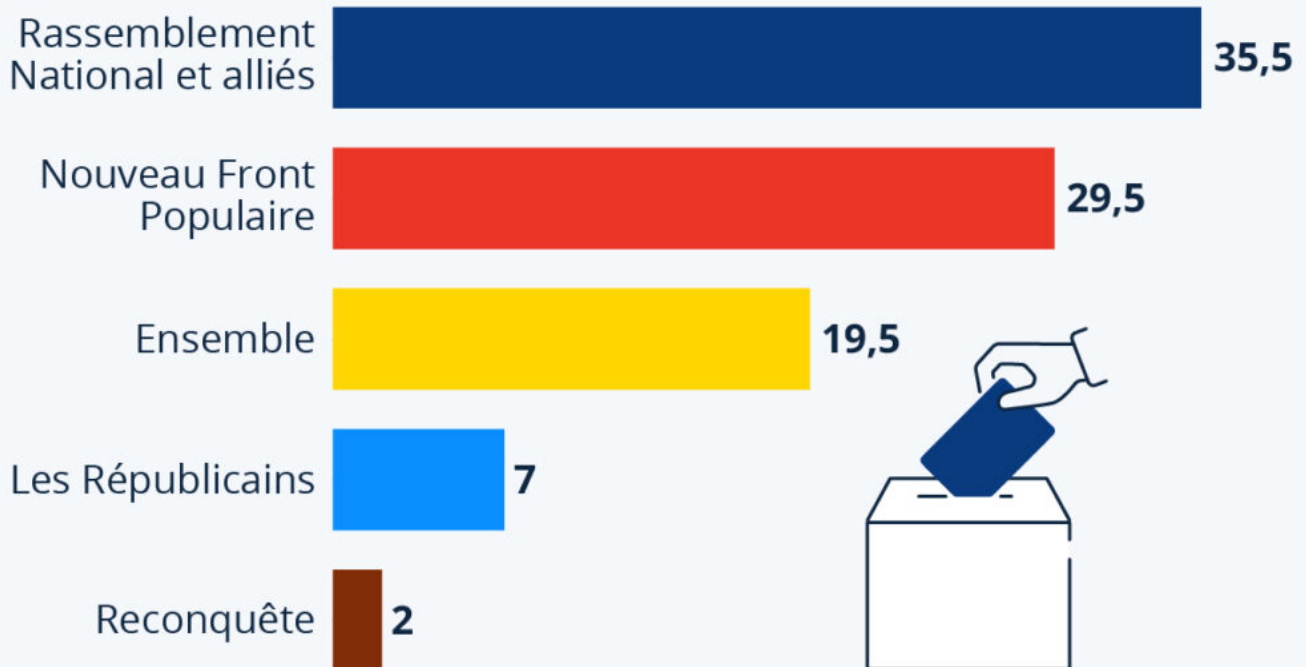
Front Populaire, arrive en seconde position, avec 29,5 % des intentions de vote, dix points de pourcentage devant la majorité présidentielle Ensemble, créditée de 19,5 % des intentions de vote.

Si le RN et ses alliés reçoivent 35,5 % des voix à l'issue des élections, ils obtiendraient alors une large majorité relative à l'Assemblée nationale, mais pas de majorité absolue. Le week-end dernier, le président du RN, Jordan Bardella, a annoncé qu'il n'accepterait une nomination au poste de Premier ministre que si son parti disposait d'une majorité absolue à l'Assemblée, sans laquelle il lui serait difficile de mettre en place son programme.

Ecrit par le 3 février 2026

# Élections législatives : que disent les sondages ?

Intentions de vote au premier tour des élections  
législatives, en %



Base : 2 000 adultes (18 ans et plus) inscrits sur les listes électorales et certains d'aller voter, interrogés du 19 au 20 juin 2024.

Sources : Ipsos pour Le Parisien et Radio France



**statista**

## Assemblée nationale : quel visage à l'issue des élections ?

Par ailleurs, d'après les derniers sondages, ce pari de la dissolution par le président de la République pourrait s'avérer perdant, puisque tous les sondages donnent actuellement le Rassemblement national en tête, suivi de la gauche, rassemblée sous la bannière Nouveau Front Populaire. Le groupe de la majorité présidentielle, Ensemble, est actuellement crédité d'un peu moins de 20 % des intentions de vote.



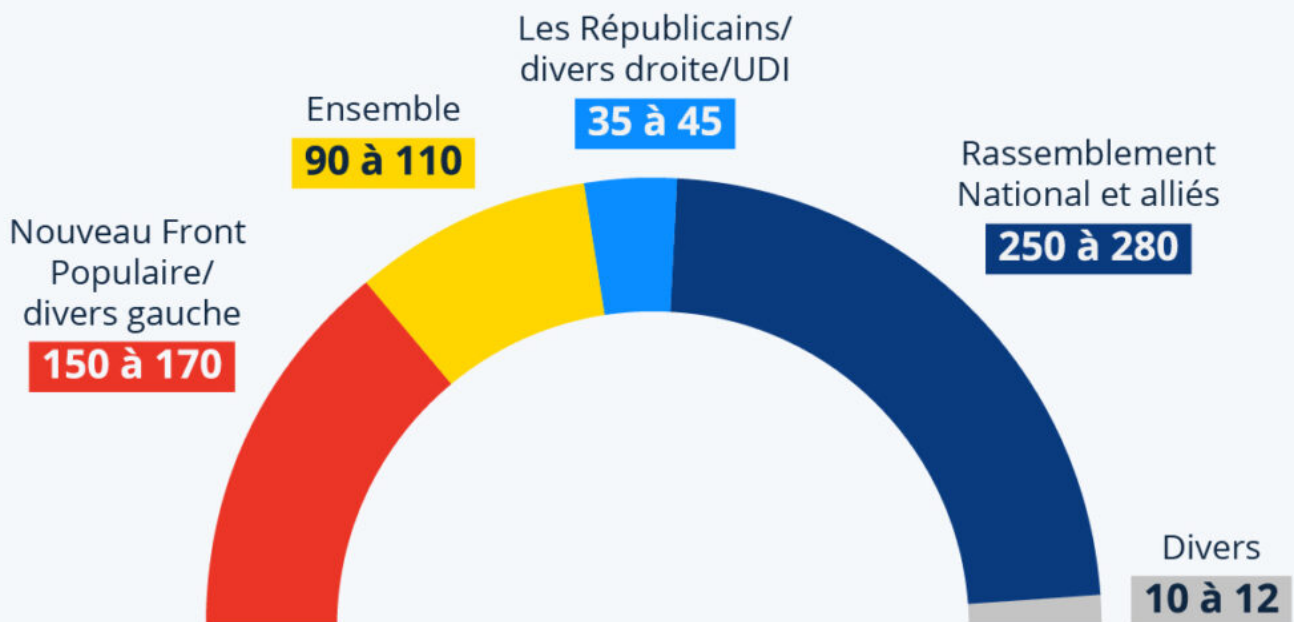
Ecrit par le 3 février 2026

Comme le montre cette infographie, basée sur les résultats d'[un récent sondage pour BFMTV et La Tribune Dimanche](#), si ces projections s'avèrent correctes, le Rassemblement national et leurs alliés disposeraient d'une large majorité relative, mais n'atteindraient cependant pas la majorité absolue : ils pourraient envoyer entre 250 et 280 députés à l'Assemblée. Le groupe Nouveau Front Populaire, qui inclut des candidats issus de LFI, du PS, du PS, des Écologistes ainsi que de divers groupes de gauche, devrait compter entre 150 et 170 députés, ce qui en ferait le second groupe le plus important dans la nouvelle législature. Quant au groupe Ensemble, il devrait compter 90 et 110 députés. Finalement, le groupe des candidats Les Républicains (hors alliance RN), UDI et divers droite pourrait représenter entre 35 et 45 sièges à l'Assemblée.

[Valentine Fourreau](#) pour [Statista](#)

# Assemblée nationale : majorité relative pour le RN ?

Projection (en sièges) de la composition de l'Assemblée nationale après les élections législatives de 2024



Basé sur un sondage mené en ligne auprès de 2 002 adultes (18 ans et plus), dont 1 870 inscrits sur les listes électorales, du 19 au 21 juin 2024.

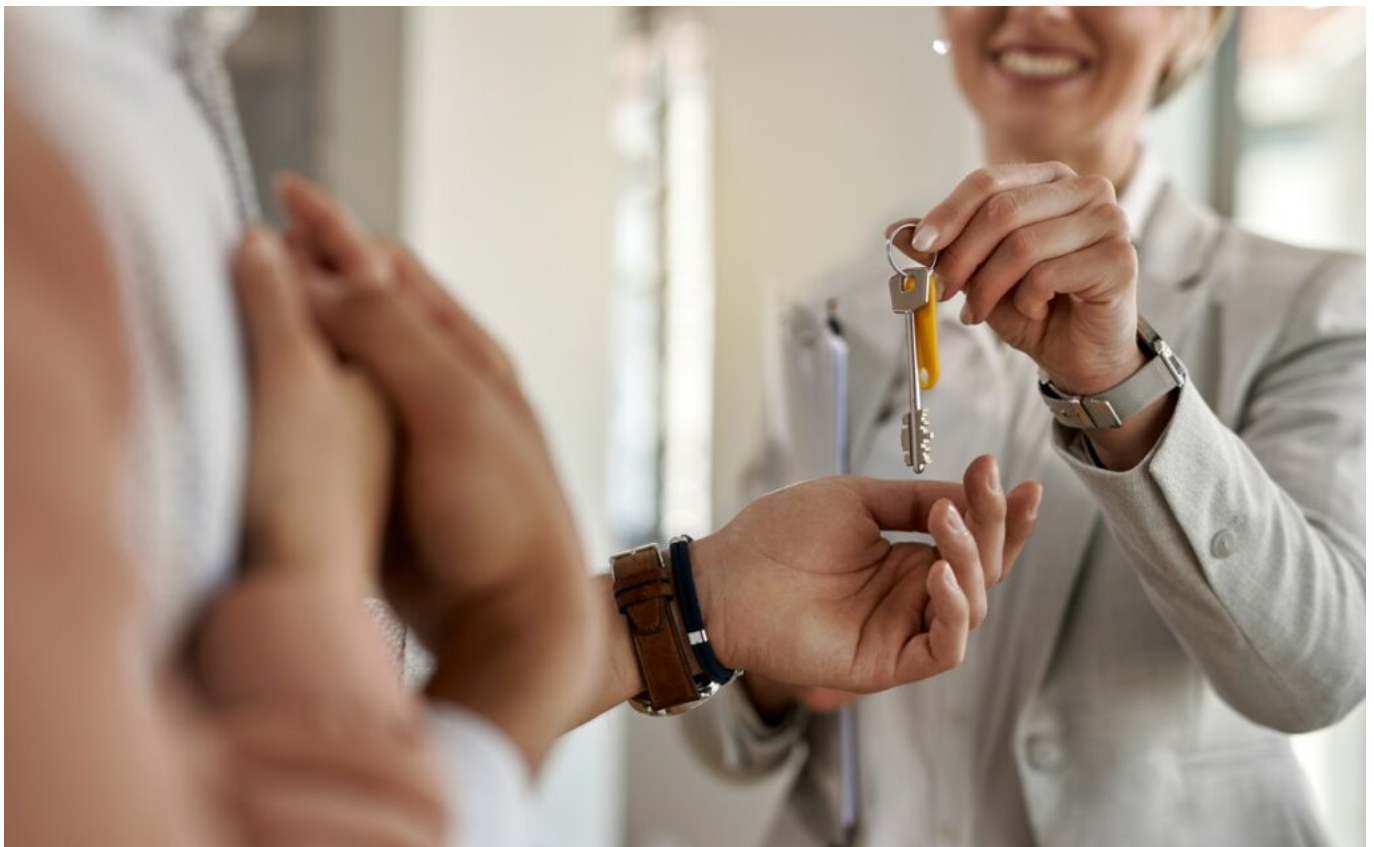
Sources : Elabe pour BFMTV et La Tribune Dimanche



**statista**

Ecrit par le 3 février 2026

# Notariat : Deux tiers des Français associent la propriété à une liberté plutôt qu'à des contraintes



La propriété est traditionnellement conçue comme l'un des piliers du droit français, un droit à valeur constitutionnelle. Depuis plusieurs années se développent de nouveaux modèles économiques de plus en plus tournés vers l'usage des biens et détachés de la propriété, tels que le proposent les plateformes collaboratives, les plateformes pour les vidéos ou la musique, le leasing automobile... Ce sont des modèles économiques liés à l'usage, principe lui-même profondément ancré dans le droit français. En effet, le droit propose depuis longtemps diverses techniques permettant de dissocier usage et propriété : location, usufruit, emphytéose et plus récemment, le droit de « jouissance spéciale » comme le bail réel solidaire.

A l'occasion du Colloque « De la propriété à l'usage » organisé par l'Institut d'Etude Juridique du [Conseil supérieur du notariat](#), les notaires de France ont initié un sondage réalisé par l'Ifop\*, afin de mesurer



Ecrit par le 3 février 2026

l'appétence des Français pour la propriété, notamment dans un contexte de perturbation du marché immobilier.

Les principaux résultats présentés par Jérôme Fourquet, Directeur du département Opinion et Stratégies d'Entreprise de l'Ifop, indiquent ainsi que :

- En règle générale, 46 % des Français estiment qu'il est important d'être propriétaire de ses biens, un chiffre plus important chez les hommes, 56%, que chez les femmes, 38%.
- Mais questionnés sur l'achat ou la location en cas d'utilisation occasionnelle d'un objet (gros outils par exemple), 71 % des Français déclarent préférer en être propriétaire que de louer.
- Une propriété synonyme de sécurité pour 73 % des Français.

Une préférence pour la propriété vis-à-vis du logement :

- Confirmant les tendances déjà enregistrées par les notaires et malgré un contexte où l'accès à la propriété immobilière se renchérit, 59% français considèrent toujours qu'il est plus intéressant économiquement d'être propriétaire.
- C'est un objectif pour 59 % des Français actuellement locataires qui souhaitent être propriétaires avant leur retraite.
- Une propriété que 65 % des Français associent à une liberté plutôt qu'une contrainte.

L'ensemble du sondage est disponible ici : [Les Français et la propriété : représentations, habitudes et envies](#)

*\*Enquête menée du 17 au 18 janvier 2024 auprès d'un échantillon de 1 008 personnes représentatif de la population française âgée de 18ans et +, méthode des quotas.*

### **A Propos du Conseil supérieur du notariat**

Seul organe de la profession habilité à s'exprimer au nom de tous les notaires de France, le Conseil supérieur du notariat (CSN) est un établissement d'utilité publique. Clef de voûte de l'institution notariale, il représente la profession auprès des pouvoirs publics, détermine sa politique générale, contribue à son évolution et fournit des services collectifs aux notaires. Dans ses relations avec les pouvoirs publics, le CSN participe à la réflexion sur les évolutions du droit et donne son avis sur les projets de loi ou les textes réglementaires en préparation. Le CSN comprend 120 collaborateurs au service de la profession notariale.

---

## **Véloroutes du Vaucluse : le Département veut**

Ecrit par le 3 février 2026

## votre avis



152. C'est le nombre de kilomètres de véloroute que comptabilise le département de Vaucluse. Depuis plusieurs années, l'aménagement de ces voies cyclables est une priorité. L'objectif étant d'accroître la fréquentation quotidienne mais aussi touristique de la ViaRhôna, la Via Venaissia et la véloroute du Calavon.

Ainsi, le [Département](#) souhaite recueillir les avis des cyclistes ou adeptes des mobilités douces qui empruntent ces voies vertes afin de mieux répondre à leurs besoins. Pour ce faire, il a développé un questionnaire avec son agence de développement [Vaucluse Provence Attractivité](#), que les usagers peuvent remplir jusqu'au dimanche 14 avril, jour de la Grande Fête des véloroutes.

**Pour accéder au questionnaire, [cliquez ici](#).**

V.A.

---

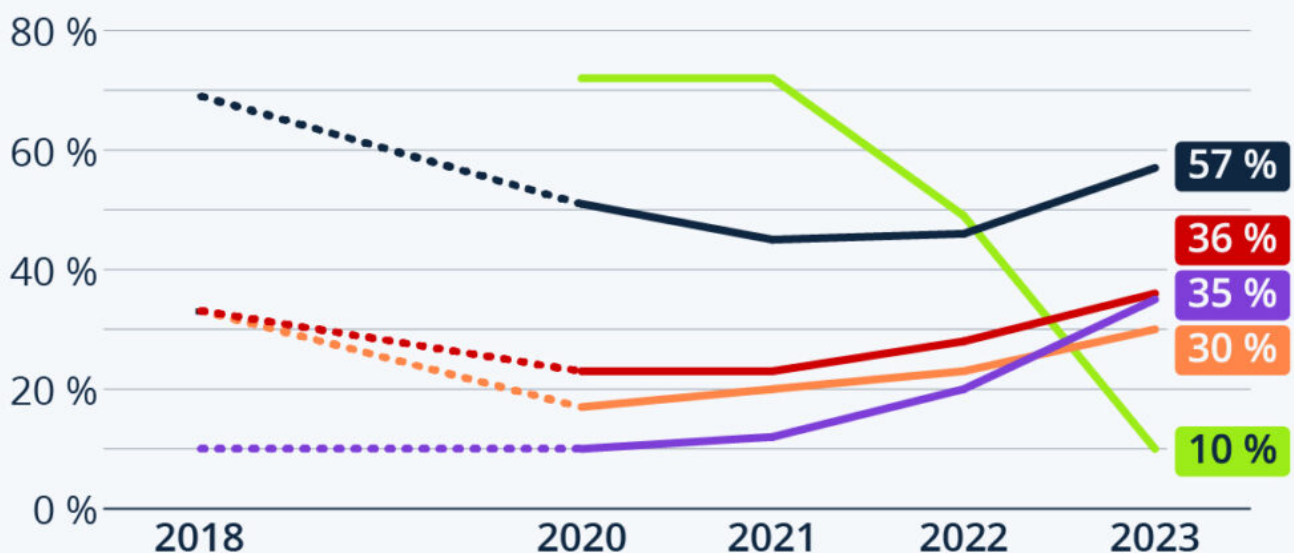
# Quelles sont les principales préoccupations des Français en matière de santé ?

Ecrit par le 3 février 2026

# Les principales préoccupations de santé des Français

Part des répondants pour qui les maladies/troubles suivants constituent le principal problème de santé en France

— Cancer — Coronavirus \* — Obésité — Santé mentale — Stress



\* ajouté en 2020.

Base : environ 1 000 adultes (18-74 ans) interrogés par année.

Source : Ipsos Global Health Service Monitor 2023



**statista**

Selon une [enquête Ipsos](#) réalisée en 2023, si le cancer reste la principale préoccupation des Français en matière de santé, plus d'un tiers des personnes interrogées ont désigné la santé mentale ou le stress comme problème de santé le plus important en France. Si cela représente un niveau relativement constant pour le stress, le nombre de personne ayant désigné la santé mentale comme préoccupation principale a fortement augmenté ces dernières années, passant de 10 % en 2018-2020, à 12 % en 2021,



Ecrit par le 3 février 2026

puis 20 % en 2022.

Comme le montre notre graphique, 57 % des personnes interrogées en France cette année ont déclaré qu'elles pensaient que le cancer était le principal problème de santé auquel les habitants du pays étaient confrontés, contre 46 % en 2022, dépassant maintenant très largement le coronavirus. Alors que ce dernier était considéré comme le principal problème de santé par près de trois quarts des personnes interrogées en France lors des deux premières années de la pandémie, la perception du danger que représente le virus a aujourd'hui dramatiquement diminué : seulement 10 % des personnes interrogées considèrent qu'il s'agit du problème de santé le plus important, loin derrière l'obésité (30 %).

Selon les données de l'enquête, les préoccupations par rapport à la santé mentale sont actuellement plutôt élevées dans le monde. Dans les 31 pays interrogés par Ipsos dans le cadre du Global Health Service Monitor, 44 % des personnes en moyenne ont déclaré que la santé mentale était le principal problème de santé dans leur pays. Viennent ensuite le cancer (40 %), le stress (30 %), l'obésité (25 %) et la toxicomanie (22 %).

La Suède et le Chili se distinguent par des niveaux d'inquiétude particulièrement élevés en matière de santé mentale en 2023 (respectivement 67 % et 66 %). Par ailleurs, le cancer est le problème de santé le plus cité en Inde (59 %), l'obésité au Mexique (62 %) et le stress en Corée du Sud (44 %).

Valentine Fourreau pour [Statista](#)

---

## 55% des Français passeront leur été dans l'Hexagone plutôt qu'à l'étranger



Ecrit par le 3 février 2026



**Alors les vacances scolaires débiteront en fin de semaine, où partiront les Français cet été ? L'inflation perturbe-t-elle leurs projets de vacances ? La destination principale sera l'hexagone ou l'étranger ? Quelles sont leurs sources d'inspiration pour cet été ? Avec l'inflation galopante, 58% des Français partiront en vacances selon le sondage réalisé par Yougov-[Readly](#). La Provence et le Vaucluse figurent en 3<sup>e</sup> position des destinations estivales souhaitées.**

Alors que l'inflation s'envole et s'étend à presque l'ensemble de biens de consommation, 58% des Français ne sont pas prêts à sacrifier leurs vacances cet été 2023.

Sur 8043 répondants dans 8 pays, la priorité pour les vacanciers sera de profiter des paysages locaux pour 46% des sondés. En effet, un peu plus de la moitié (55%) des Français profiteront des richesses locales et privilégieront l'Hexagone contre 23% à l'étranger. Si les Français prévoient de rester davantage dans le pays, les Néerlandais (56%), les Allemands (44%) et les Anglais (42%) comptent quant à eux partir à l'étranger.

**Pour les Français les vacances d'été doivent être synonymes (par priorité) de :**

- 1- Détente pour 59% d'entre-eux
- 2- Curiosité, ils aiment explorer pour 45%
- 3- Actif, l'idée n'étant pas de rester assis pour 27%
- 4- D'être informé, voulant en savoir le plus à propos de la destination pour 25%

Ecrit par le 3 février 2026

5- Durable, je prévois des solutions vertes pour les vacances pour 11%, 3% de + que la moyenne globale.

Si 20% des sondés Français comptent ne pas prendre de congés pendant cet été 12% des Français en poste comptent travailler depuis l'étranger quelques semaines pour changer d'air.

### **Inspirations pour un été local**

Si la plupart des Français comptent partir en France cet été, ils se sont inspirés à la fois de bouche à oreille auprès de leurs amis et famille et de recherches sur Internet pour 47% des Français (pour ces deux critères). 31% sont prêts à repartir dans une destination déjà explorée et qu'ils ont appréciée. 15% s'inspirent sur les réseaux sociaux et 9% dans les magazines et journaux.

### **Le Top des destinations françaises les plus recherchées sur Readly pour les Français à la recherche d'inspiration, sont notamment :**

- Paris
- Marseille
- Provence
- sud ouest
- Côte d'azur

L.G.

*\*Méthodologie : Etude menée en Mars 2023 dans 8 pays par Yougov : auprès de 8043 répondants dont 1005 en France.*

---

## **Greenwashing : les Français ne croient pas (ou plus) aux promesses des entreprises**

Ecrit par le 3 février 2026



**« Zéro carbone », « climatiquement neutre », « 100 % compensé » ... À l'heure où les consommateurs accordent de plus en plus d'importance aux étiquetages et à l'origine des produits, les entreprises sont sommées de s'engager, et d'assumer leur rôle sociétal. Si certaines s'efforcent de bonne foi de jouer le jeu, d'autres, succombent à la tentation du greenwashing.**

Dans ce contexte de surenchère verte et de multiplication des déclarations d'intention, [Goodvest](#), la première assurance-vie compatible avec l'accord de Paris sur le climat, a réalisé, en partenariat avec Poll&Roll, un sondage destiné à évaluer les perceptions des Français à l'égard du greenwashing. D'après cette étude, l'immense majorité d'entre eux estiment que les entreprises ont tendance à induire les consommateurs en erreur lorsqu'elles communiquent sur leurs engagements environnementaux. Preuve que les limites du greenwashing n'ont pas encore été intégrées par tous les faiseurs de discours publicitaires.

### **Plus de 7 Français sur 10 expriment leur méfiance envers les entreprises dites « engagées »**

Ici, une multinationale alimentaire « s'engage » dans la chasse au carbone ; là, des cosmétiques affichent des « ingrédients naturels » ; ailleurs, des packagings empilent photos d'arbres et images d'éoliennes. À une époque où l'environnement se hisse parmi les principales préoccupations des populations, les marques s'emploient à montrer patte verte. Peut-être en vain : selon l'étude Goodvest, 75 % des Français se disent méfiants à l'égard des promesses écologiques des entreprises. 70 % déclarent même qu'elles ne

Ecrit par le 3 février 2026

les incitent aucunement à se tourner vers leurs offres de produits et services.

Dans le détail, sur le millier de sondés, seuls 16 % estiment que les promesses environnementales relèvent d'un véritable engagement. 25 % les jugent opportunistes tandis que 50 % les considèrent comme des éléments de marketing destinés à soigner son image. Enfin, 9 % les perçoivent purement et simplement comme de la publicité mensongère.

Édifiants, ces chiffres s'expliquent peut-être en partie par la surenchère du greenwashing, qui décrédibilise les acteurs et lasse les consommateurs. Surtout quand elle ne s'accompagne de nulle démonstration de bonne foi. Pour 2/3 des Français (61 %), en effet, aucune entreprise n'a jamais apporté la moindre preuve concrète de son action écologique. Mieux (ou pire, c'est selon) : 28 % disent en avoir eu, mais sans pour autant avoir été convaincus.

### **Greenwashing : la finance, présumée coupable**

Si l'incrédulité est globale, certains secteurs sont néanmoins davantage pointés du doigt. Tout en haut de la liste, la finance, qui ne recueille la confiance que de 4 % des Français. À 41 %, les sondés expriment même une forte défiance envers les promesses écoresponsables des acteurs financiers. C'est une surprise qui n'en est pas une : entre méfiance et méconnaissance, les Français ont traditionnellement un rapport compliqué à la finance. Un autre facteur d'explication est à chercher dans les manquements du secteur lui-même, souvent épinglé pour son absence de transparence, notamment en matière environnementale.

À peine moins épargnés, l'automobile et le transport, perçus par définition comme polluant, qui s'attirent la méfiance de respectivement 37 % et 31 % des personnes interrogées. La mode également, citée par 29 % des Français. Un chiffre qui atteint même 30 % chez les jeunes (18-34 ans), pourtant l'une des principales cibles du secteur de l'habillement.

Un cas plus complexe est celui de l'alimentaire. En effet, il est simultanément le secteur en qui les Français ont le plus confiance et l'un de ceux qui focalisent le plus de soupçons en matière de discours écologiques. En ce domaine comme en d'autres, l'industrie agroalimentaire est un sujet clivant. Bien que pris dans de nombreux scandales, le secteur conserve ses labels reconnus et plébiscités, dont les produits bio sont les « happy few ». En effet, le pourcentage de personnes consommant du bio au moins une fois par mois a doublé en 15 ans, passant de 37 % à 65 %. L'alimentaire est donc à la fois un marché de tous les doutes et de confiance.

### **Les consommateurs demandent à mieux encadrer l'affichage environnemental**

Pour terminer, 72 % des Français sont convaincus de la nécessité de mieux réguler en France les promesses écologiques des entreprises. À qui confier cette mission ? 2 sondés sur 3 répondent les pouvoirs publics, la préférence allant nettement plus aux autorités françaises (40 %) qu'à l'Union européenne (21 %). Démonstration de plus, s'il le fallait, que le cadre national reste le plus efficace aux yeux des Français.

Peut-être plus surprenant au regard des autres résultats de l'étude, 30 % des personnes interrogées



Ecrit par le 3 février 2026

considèrent au contraire qu'il est du rôle des entreprises elles-mêmes d'assurer cette régulation. Chiffres dans le chiffre des plus intéressants : cette opinion est partagée par seulement 25 % des 18-34 ans tandis qu'elle l'est par 36 % des plus de 65 ans, soit un écart de 11 points. Des pourcentages qui peuvent participer à valider l'idée d'une jeunesse défiant vis-à-vis du monde de l'entreprise et en demande de politique.

Il n'en demeure pas moins, en matière de greenwashing, que tout repose *in fine* sur les épaules du consommateur. C'est à lui de faire le tri et de dénoncer les discours qui lui paraîtraient trompeurs. Parce qu'il restera toujours difficile, même avec les meilleures lois du monde, d'interdire à une entreprise de repeindre (abusivement) ses enseignes en vert.

Retrouvez la méthodologie et l'intégralité de l'étude en cliquant [ici](#).